



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**DMUUA : DM standard d'uro- gynécologie, digestif,  
fils, monitoring drainage - Relance lot 82 - au profit  
du groupement régional de commandes - GCS  
Nouvelle Aquitaine**

---

N° du CCTP : 26UDMFDN031

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**

12 Rue Dubernat  
33404 Talence CEDEX

Tél : 05 56 79 56 79

**Affaire 26UDMFDN031** : DMUUA : DM standard d'uro- gynécologie, digestif, fils, monitoring drainage  
- Relance lot 82 - au profit du groupement régional de commandes - GCS Nouvelle Aquitaine

**Entité responsable : CHU DE BORDEAUX (Coordonnateur Etablissement support du GHT Alliance Gironde)**

## **Article 1 - DESCRIPTIF TECHNIQUE DES LOTS**

N° lot	Libellé lot	Notice	N° SL	Libellé S.Lot	Annexe
82	TROUSSE DE LAVAGE GASTRIQUE		1	TROUSSE DE LAVAGE GASTRIQUE	

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## **ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES ET REGLEMENTAIRES**

### **1) Textes réglementaires**

Les produits proposés devront être conformes à la législation, à la réglementation et aux normes en vigueur.

La conformité est documentée par le titulaire dans son offre.

Les accessoires de Dispositifs Médicaux proposés par le titulaire doivent répondre aux mêmes exigences et à la même conformité que la réglementation qui leur est applicable.

### **2) Marquage CE**

Les dispositifs médicaux devront obligatoirement être revêtus du marquage CE à l'exception des dispositifs entrant dans le cadre d'une investigation clinique Loi Huriet et des dispositifs sur mesure. Les certificats correspondants devront être mis à disposition du CHU de BORDEAUX (Etablissement support) et des établissements partie en cas de besoin.

Dans le cas où la validité du marquage CE viendrait à échéance au cours de la période d'exécution du marché, il appartient au titulaire de fournir un nouveau certificat.

Les documents administratifs et techniques qui ont permis l'apposition du marquage CE devront être tenus à la disposition du pharmacien responsable des dispositifs médicaux stériles

de chaque établissement, en particulier, le référentiel aux normes techniques permettant le respect aux exigences essentielles précisées par le décret n° 95.292.

### **3) - Responsabilité**

Les opérateurs économiques devront spécifier le nom du pharmacien responsable et son numéro d'inscription au Conseil de l'Ordre des Pharmaciens ou le nom du responsable de l'assurance qualité.